



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 Juin 2022

SOMMAIRE

Attestation du Rapport Financier Semestriel.....	3
Rapport Semestriel d'Activité.....	5
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	12
États Financiers Consolidés.....	16



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 Juin 2022

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi que d'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 28 juillet 2022
La Présidente du Conseil d'Administration
Clotilde Delbos



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

30 Juin 2022

Activités et résultats

1^{er} semestre 2022

RCI Banque S.A.
OPÉRANT SOUS LA MARQUE COMMERCIALE

MØBILIZE
FINANCIAL SERVICES

Mobilize Financial Services ⁽¹⁾ en bref

En mai 2022, RCI Bank and Services a franchi une nouvelle étape et adopté une nouvelle identité commerciale en devenant Mobilize Financial Services, la marque de référence pour tous les besoins de mobilité liés à l'usage de la voiture. À l'écoute de tous ses clients, Mobilize Financial Services crée des services de financement innovants pour construire une mobilité durable pour tous.

Dans un contexte de changements majeurs pour l'industrie automobile, le renforcement des liens entre Mobilize et Mobilize Financial Services permet d'accompagner la stratégie de Renault Group d'aller au-delà de l'industrie automobile, basée sur le modèle de « véhicule-as-a-service ». Pour accompagner le développement de Mobilize, Mobilize Financial Services s'appuie sur ses 100 ans d'expertise, ses performances commerciales et financières, et ses contacts réguliers avec plus de 4 millions de clients, dont la satisfaction ne cesse d'augmenter. Mobilize Financial Services propose des services innovants et des parcours numériques qui permettent aux clients de réduire leur coût d'utilisation tout en accédant à une mobilité plus verte.

Des offres sur-mesure, pour chaque type de clientèle

Aux clients Particuliers, nous proposons des offres de financements et des services adaptés à leurs projets et à leurs usages pour faciliter, accompagner et enrichir leur expérience, tout au long de leur parcours de mobilité automobile. Nos solutions et services s'appliquent aux véhicules neufs comme aux véhicules d'occasion.

Aux clients Professionnels, nous fournissons une grande diversité de solutions de mobilité, pour les libérer des contraintes liées à la gestion de leur parc de véhicules et leur permettre de se concentrer sur leur cœur de métier.

Aux Réseaux des marques de l'Alliance ⁽²⁾, nous apportons un soutien actif en finançant les stocks (de véhicules neufs, véhicules d'occasion et pièces détachées), ainsi que les besoins de trésorerie à court terme.

L'activité banque d'épargne, un pilier du refinancement de l'entreprise

Lancée en 2012, l'activité de collecte d'épargne est présente sur sept marchés : France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Brésil, Espagne et aux Pays-Bas. La collecte de dépôts constitue un levier de diversification des sources de refinancement de l'activité du groupe. Les montants collectés atteignent 21,5 Md€, soit environ 47 % des actifs nets à fin juin 2022 ⁽³⁾.

Près de 4 000 collaborateurs sont pleinement engagés pour créer une mobilité durable pour tous

Mobilize Financial Services se concentre sur trois priorités clés :

Développer des offres de location et d'abonnement automobile

Mobilize Financial Services s'attend à bénéficier de la croissance du marché de la location opérationnelle et entend déployer des offres d'abonnement en s'appuyant sur les compétences de Bipi, société acquise en 2021.

Développer le segment du véhicule d'occasion en optimisant son financement sur l'ensemble du cycle de vie

Mobilize Financial Services va accélérer son activité de financement de véhicules d'occasion en se concentrant sur l'ensemble du cycle de vie et en proposant un parcours intégré incluant l'entretien, le recyclage et le remarketing.

Proposer des services disruptifs autour de l'assurance automobile et des paiements

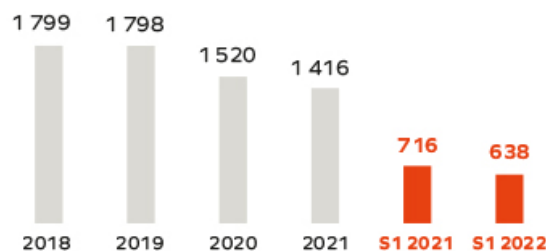
Afin d'accompagner le passage de la propriété à l'usage, Mobilize Financial Services élargira sa gamme de services autour de deux domaines principaux : les assurances automobiles innovantes, en tirant parti de la connectivité des véhicules pour lancer des produits d'assurance basés sur l'usage et un écosystème de paiements.

Afin d'atteindre l'ensemble de ces objectifs, Mobilize Financial Services développe de nouvelles méthodes de travail plus transversales qui s'appuient sur l'intelligence collective.

En nous appuyant sur près de 100 ans d'expertise en financement automobile, nous souhaitons développer le financement de véhicules d'occasion ainsi que les offres d'abonnement et de location opérationnelle. Ces dernières nous permettront de disposer à terme des véhicules d'occasion qui viendront faciliter le développement de notre activité de financement et de souscription sur ce créneau. Dans ce contexte, l'exposition au risque de valeur résiduelle va s'accroître.

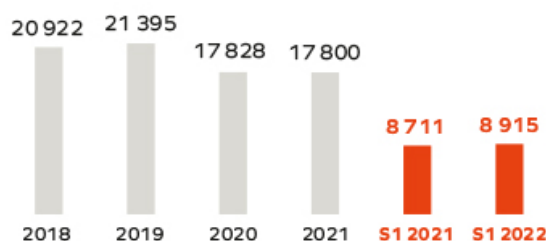
• Nombre total de dossiers véhicules

(en milliers)



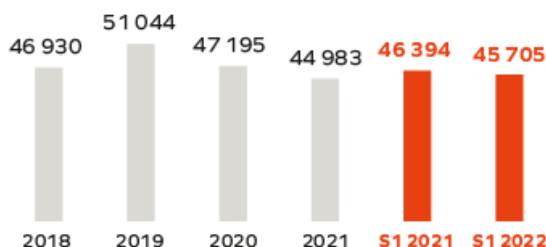
• Nouveaux financements

(hors prêts personnels et cartes de crédit / en millions d'euros)



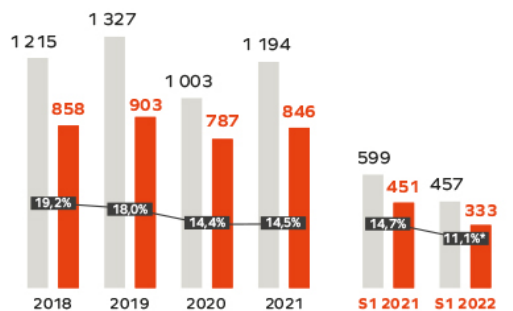
• Actifs nets à fin ⁽³⁾

(en millions d'euros)



• Résultats

(en millions d'euros)



● Résultat avant impôts ● Résultats après impôts (part des actionnaires de la société mère)

(*) Hors impact d'une provision exceptionnelle sur les titres de participation dans RN Bank Russie, le ROE atteint 13,1%.

(1) RCI Banque S.A. a opéré sous le nom commercial RCI Bank and Services depuis février 2016 et a adopté Mobilize Financial Services comme nouvelle identité commerciale en mai 2022. Sa dénomination sociale, est inchangée et demeure RCI Banque S.A.

(2) Mobilize Financial Services accompagne les marques de Renault Group (Renault, Dacia, Alpine, Renault Korea Motors) dans le monde, du Groupe Nissan (Nissan, Infiniti) principalement en Europe, au Brésil, en Argentine, en Corée du Sud et sous la forme de joint-ventures en Inde, et de Mitsubishi Motors aux Pays-Bas.

(3) Actifs nets à fin = Encours net total à fin + Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions.

Activité commerciale S1 2022

Malgré un marché automobile toujours pénalisé par la pénurie des semi-conducteurs, Mobilize Financial Services voit ses nouveaux financements croître de 2,3 % par rapport au premier semestre 2021, grâce à la progression du nombre de dossiers de financement VO et à la hausse des montants moyens financés.

Dans un marché automobile en retrait de 13,4%⁽¹⁾, les volumes des marques de l'Alliance s'établissent à 1,15 million de véhicules au premier semestre 2022 en baisse de 22,4 %. Hors sociétés consolidées par mise en équivalence, le taux d'intervention s'élève à 46,5 % en progression de 2,2 pts par rapport au premier semestre 2021.

Mobilize Financial Services a financé 638 474 dossiers sur le premier semestre 2022, en baisse de 10,9 % par rapport à fin juin 2021. L'activité Financements VO affiche une progression de 1,6 % par rapport à fin juin 2021 avec 181 520 dossiers financés. Les financements de véhicules électriques sont en croissance de 20% par rapport à fin juin 2021 avec 38 375 dossiers financés.

Les nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) s'élèvent à 8,9 Md€, soit une hausse de 2,3 %, portée par la progression de l'activité Financements VO et par la hausse de 14,8 % des montants moyens financés.

Les actifs productifs moyens (APM)⁽²⁾ liés à l'activité Clientèle s'élèvent à 38 Md€ sur le premier semestre 2022. Ils progressent de 1,3 %, portés par la croissance des nouveaux financements.

Les actifs productifs moyens liés à l'activité Réseau s'établissent à 5,7 Md€, soit une baisse de 28,3 %, conséquence de la pénurie des semi-conducteurs et de la politique d'optimisation des stocks de véhicules du réseau mise en place par les marques de Renault Group. Au global, les actifs productifs moyens s'établissent à 43,7 Md€, soit un retrait de 3,9 % par rapport au premier semestre 2021.

Le nombre d'assurances et de services vendus sur le premier semestre 2022 s'élève à 2,2 millions, en diminution de 6,8 % par rapport au premier semestre 2021 notamment du fait de la baisse des immatriculations et du nombre de contrats de financement.

La Région Europe reste le cœur de l'activité de Mobilize Financial Services, avec des nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) qui s'élèvent à 7,8 Md€, en progression de 2,5 % par rapport à juin 2021 et qui représentent 87 % des nouveaux financements du groupe. La croissance est concentrée sur le Royaume-Uni et l'Allemagne.

La Région Amériques particulièrement impactée par la crise sanitaire lors du premier semestre 2021 est quant à elle en reprise. Les nouveaux financements progressent de 15,9 % par rapport à juin 2021, pour s'établir à 0,6 Md€. Tous les pays de la région sont en progression par rapport à l'année précédente, le Brésil et la Colombie étant positivement impactés par l'effet change.

Les nouveaux financements de la Région Afrique - Moyen-Orient - Inde et Pacifique s'élèvent à 0,4 Md€, en recul de 1,5 % par rapport à juin 2021. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des immatriculations de l'Alliance en Corée.

(1) Sur le périmètre d'implantation des filiales de Mobilize Financial Services.

(2) Actifs productifs moyens : les APM correspondent aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle. Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin de mois. Pour le réseau, il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

Marché VP+PVU ⁽³⁾	Taux d'intervention financements RCI Banque (en %)		Nouveaux dossiers véhicules (en milliers)		Nouveaux financements Hors Cartes et PP (en millions d'euros)		Actifs nets à fin (en millions d'euros) ⁽⁴⁾		Dont actifs nets à fin clientèle (en millions d'euros)		Dont actifs nets à fin réseau (en millions d'euros)	
	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021
EUROPE	49,5 %	45,9 %	513	543	7 756	7 564	41 291	42 133	34 871	34 462	6 420	7 671
dont Allemagne	52,0 %	42,1 %	74	68	1 241	1 014	7 501	8 121	6 720	6 816	781	1 305
dont Espagne	54,1 %	50,2 %	42	49	578	636	3 654	3 883	3 223	3 362	431	521
dont France	51,7 %	50,3 %	188	210	2 669	2 914	15 919	15 806	12 531	12 375	3 388	3 431
dont Italie	65,8 %	66,7 %	73	80	1 124	1 152	5 323	5 526	4 953	4 902	370	624
dont Royaume-Uni	51,1 %	33,7 %	62	55	1 208	911	4 607	4 225	4 143	3 695	464	530
dont autres pays	33,5 %	33,0 %	74	80	935	937	4 287	4 572	3 301	3 312	986	1 260
AMÉRIQUES	33,1 %	37,1 %	59	72	626	540	2 582	2 295	2 097	1 959	485	336
dont Argentine	22,6 %	19,3 %	9	7	98	42	225	136	115	72	110	64
dont Brésil	31,8 %	35,8 %	34	46	344	330	1 662	1 574	1 330	1 363	332	211
dont Colombie	48,5 %	65,0 %	16	18	183	168	695	585	652	524	43	61
AFRIQUE-MOYEN-ORIENT-INDE ET PACIFIQUE	30,6 %	32,1 %	43	45	415	421	1 810	1 962	1 698	1 862	112	100
EURASIE	10,4 %	13,8 %	24	57	118	186	22	4	22	4	-	-
TOTAL MOBILIZE F.S.	39,5 %	36,1 %	638	716	8 915	8 711	45 705	46 394	38 688	38 287	7 017	8 107

(3) Les données concernent les marchés voitures particulières (VP) et petits véhicules utilitaires (PVU).

(4) Actif net à fin = Encours net total + Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions. Les indicateurs d'activité commerciale (taux d'intervention financements, nouveaux dossiers, nouveaux financements) incluent les sociétés consolidées par mise en équivalence.

Éléments financiers consolidés S1 2022

Hors éléments exceptionnels liés à la situation en Russie, Mobilize Financial Services affiche une performance financière robuste grâce à une forte progression de son produit net bancaire.

Les résultats

Le produit net bancaire (PNB) s'établit à 1 014 M€, en hausse de 7,8 % par rapport à fin juin 2021. Cette hausse est liée principalement à l'effet positif de la valorisation des swaps de taux dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. Il convient de noter que l'impact de la valorisation des swaps (non qualifiés comptablement de dérivés de couverture) est un effet temporaire et tendra vers un impact nul à échéance de ces swaps. La contribution des activités de Services au PNB représente 34,1 %, quasiment stable par rapport au 1^{er} semestre 2021.

Les frais de fonctionnement s'élèvent à 326 M€, en hausse de 21 M€ comparé à fin juin 2021. Ils représentent 1,51 % des APM, soit une hausse de 15 points de base par rapport au premier semestre 2021. Cette hausse de 15 points de base s'explique par la baisse des APM réseau et par les investissements réalisés dans de nouvelles activités et le digital.

Le coût du risque de l'activité Clientèle (financement des particuliers et des entreprises) s'établit à 0,57 % des APM à fin juin 2022 contre 0,32 % des APM à fin juin 2021. Cette hausse est liée principalement au retour à un niveau de risque standard. Le coût du risque sur l'activité Réseaux (financement des concessionnaires) est une reprise de -0,21 % de l'APM à fin juin 2022 contre une reprise de -0,56 % à fin juin 2021. Cette variation est principalement liée à la forte baisse des encours réseaux au premier semestre 2021. Le coût du risque total s'établit à 0,48 % de l'APM contre 0,16 % à fin juin 2021.

Le résultat avant impôts s'établit à 457 M€ contre 598 M€ à fin juin 2021. Cette baisse s'explique principalement par une provision exceptionnelle de 101,4 M€ sur les titres de participation dans RN Bank Russie.

Le résultat net consolidé - part des actionnaires de la société mère - atteint 333 M€ en 2022, contre 451 M€ à fin juin 2021.

Le bilan

Sur le premier semestre 2022 les actifs productifs moyens de l'activité clientèle progressent grâce à la croissance des nouveaux financements. Les actifs productifs moyens de l'activité réseau sont eux fortement touchés par la pénurie de semi-conducteurs et la politique d'optimisation des stocks de véhicules du réseau mise en place par les marques du Groupe Renault. À fin juin 2022, les actifs nets à fin ⁽¹⁾ atteignent 45,7 Md€, contre 46,4 Md€ à fin juin 2021 (- 1,5 %).

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 5 864 M€ contre 6 725 M€ à fin juin 2021 (-12,8 %).

La rentabilité

Le ROE ⁽²⁾ est en diminution à 11,12 % contre 14,7 % en juin 2021 et le RoRWA ⁽³⁾ s'élève à 2,01 % sur le premier semestre 2022 contre 2,52 % sur le premier semestre 2021. La diminution du ROE et du RoRWA proviennent de la baisse du résultat net consolidé qui s'explique principalement par une provision exceptionnelle sur les titres de participation dans la joint-venture Russe (RN Bank).

La solvabilité

Le ratio de solvabilité ⁽⁴⁾ global s'établit à 17,18 % (dont ratio CET1 à 14,71 %) à fin juin 2022, contre 17,68 % (dont ratio CET1 à 14,76 %) à fin décembre 2021. La baisse du ratio global s'explique par l'augmentation des RWA sur le portefeuille commercial (+ 665 M€) et par l'intégration du risque de change structurel dans la composante risque de marché ⁽⁵⁾ (+ 773M€ de REA ⁽⁶⁾). Le ratio CET1 est stable, le netting de l'EL/PROV ⁽⁷⁾ conduisant à une hausse des fonds propres CET1 (+ 180 M€) venant compenser la hausse des RWA.

• Résultat consolidé (en millions d'euros)	06/2022	06/2021	12/2021	12/2020
Produit net bancaire	1 014	940	1 828	1 955
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(345)	(309)	(576)	(600)
Coût du risque	(105)	(36)	(62)	(353)
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	(93)	10	19	19
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés ⁽²⁾				(1)
Résultat sur exposition inflation ⁽³⁾	(14)	(6)	(14)	(15)
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(1)	(2)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	457	599	1 194	1 003
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (part des actionnaires de la société mère)	333	451	846	787

(1) Y compris : une provision pour dispenses d'activité et les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

(2) Moins-values sur cession de titres.

(3) Retraitement du résultat des entités argentines entrées en comptabilité d'hyperinflation.

• Bilan consolidé (en millions d'euros)	06/2022	06/2021	12/2021	12/2020
Encours net total dont	44 363	44 998	43 639	45 777
Crédit Clientèle	23 035	22 799	22 689	22 975
Location financière	14 311	14 092	14 180	13 908
Crédit Réseau	7 017	8 107	6 770	8 894
Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions	1 342	1 396	1 344	1 418
Autres actifs	10 388	10 439	11 253	11 691
Fonds propres (yc résultat de l'exercice) dont	6 744	7 605	7 115	7 163
Capitaux propres	5 864	6 725	6 222	6 273
Dettes subordonnées	880	880	893	890
Emprunts obligataires	12 285	15 463	13 811	17 560
Titres de créances négociables (CD, CP, BT, BMTN)	1 125	1 145	1 063	1 172
Titrisations	3 710	3 135	3 097	3 259
Comptes d'épargne de la clientèle - Livrets Ordinaires	16 574	15 272	15 723	14 714
Dépôts à terme de la clientèle	4 934	5 801	5 296	5 794
Dettes envers les établissements de crédit, les banques centrales et autres dettes envers la clientèle (dont Schuldschein)	7 137	5 011	6 746	5 584
Autres passifs	3 584	3 401	3 385	3 640
TOTAL BILAN	56 093	56 833	56 236	58 886

(1) Actifs nets à fin : encours net total à fin + opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions.

(2) Le ROE (Return on equity) est calculé en faisant le rapport du Résultat net de la période divisé par la moyenne de la situation nette (hors Résultat de la période).

(3) Le Return on Risk-Weighted Assets (RoRWA) désigne le rendement (R) des actifs pondérés par le risque (RWA, Risk-Weighted Assets). Il correspond au ratio entre le résultat net (part du Groupe) et les RWA moyens de la période. Cet indicateur permet aux banques et aux établissements financiers de mieux piloter la performance de leur activité et d'orienter les prises de décisions en fonction des risques associés.

(4) Ratio intégrant les bénéfices intermédiaires net des dividendes prévisionnels, après validation du régulateur conformément à l'article 26 § 2 du règlement (UE) 575/2013.

(5) Guideline (EBA/GL/2020/09) sur les positions de change structurelles applicable au 1er janvier 2022.

(6) Risk Exposure Amount : RWA (risque de Crédit), CVA, Risque Opérationnel et Risque de Marché.

(7) Le calcul des déductions EL/PROV au niveau portefeuille sain ou défaut plutôt qu'à la maille contrat conduit à une hausse des fonds propres CET1 (+ 180 M€) compensée partiellement par une baisse du T2 (-113 M€) (En phase avec l'article 159 de la CRR et confirmé par la Q&A 2013_573).

Politique financière

La résurgence du Covid en Chine et l'invasion russe en Ukraine ont impacté l'activité économique mondiale et les marchés financiers au premier semestre. La hausse de l'inflation (essentiellement tirée par l'augmentation du prix des matières premières), la normalisation des politiques d'assouplissement quantitatif et les hausses des taux des grandes banques centrales ont conduit les marchés à réviser les anticipations de croissance à la baisse.

L'économie américaine est restée vigoureuse sur les premiers mois de l'année. Les indicateurs du marché du travail sont dynamiques avec un taux de chômage de 3,6 % à fin mai (proche des plus bas sur ces dix dernières années) et la hausse des revenus des ménages demeure robuste. Le PIB annualisé a diminué de 1,4 % au premier trimestre 2022 (après une augmentation de 6,9 % au quatrième trimestre 2021). La Fed considère cependant que cette baisse ne traduit pas une situation de récession puisque la consommation des ménages a progressé de 3,1 %, mais provient essentiellement de la faiblesse des exportations dans un contexte de difficultés d'approvisionnement.

La persistance d'un marché du travail tendu et d'une inflation élevée a conduit la Fed à amorcer son cycle de resserrement monétaire à partir du mois de mars. La cible des taux des Fed Funds a ainsi été relevée de 150 bps pour atteindre 1,50 - 1,75 %.

La BCE a augmenté son taux directeur de 0,5 % en juillet, le taux de dépôt marginal repassant en territoire positif à 0 %, et a annoncé qu'elle cesserait son programme d'achats d'actifs. Les marchés anticipent plusieurs hausses de taux à venir.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé quatre fois son taux directeur qui atteint 1,25 % contre 0,25 % à fin 2021. Elle a également mis fin à son programme d'achats d'actifs et annoncé la cession sur le marché des obligations d'entreprise qu'elle détient.

Les craintes de stagflation ont entraîné une forte volatilité sur les marchés financiers. En Europe, les rendements obligataires ont augmenté dans le sillage des taux américains. Le taux des obligations souveraines allemandes à dix ans a dépassé la barre des 1 % pour s'établir à 1,33 %, contre un niveau de - 0,19 % à fin 2021. Les actions et les obligations d'entreprise ont souffert depuis le début d'année, avec des indices boursiers en baisse (- 20 % pour l'Euro Stoxx 50) et des spreads de crédit qui se sont écartés depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'index IBOXX Corporate Bond s'établit à 135 bps à fin juin contre 61 bps à fin décembre 2021.

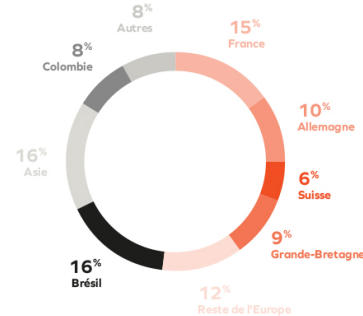
Le groupe a profité d'un contexte encore favorable en début d'année pour émettre 750 M€ à 3,5 ans. Cette opération a attiré un livre d'ordre de plus de 4,5 Md€ en provenance de plus de 180 souscripteurs. RCI Banque S.A. a aussi fait son retour sur le marché suisse avec le placement d'un emprunt obligataire pour 110 MCHF à trois ans. En juin, la banque a réalisé avec succès son premier emprunt obligataire vert pour 500 M€ (dont le règlement interviendra sur juillet). Les fonds reçus serviront à financer ou refinancer des véhicules électriques et des infrastructures de recharge. Cette dernière transaction a démontré la volonté du groupe de favoriser la transition vers la mobilité électrique et la lutte contre le changement climatique.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour environ 700 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa filiale française DIAC et a augmenté de 100 M€ sa titrisation privée en Angleterre.

Dans ce contexte de forte volatilité des marchés, l'activité de collecte d'épargne s'est montrée particulièrement résiliente et compétitive en termes de coûts de la ressource collectée vis-à-vis des sources de financements de marché. Les encours de dépôts clients ont progressé de 476 M€ depuis de début d'année pour s'établir à 21,5 Md€.

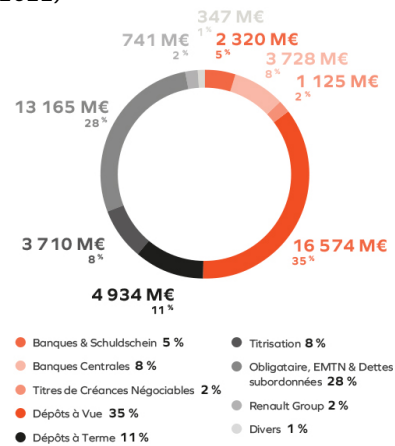
● Répartition géographique des ressources nouvelles à un an et plus (hors dépôts et TLTRO)

(au 30/06/2022)



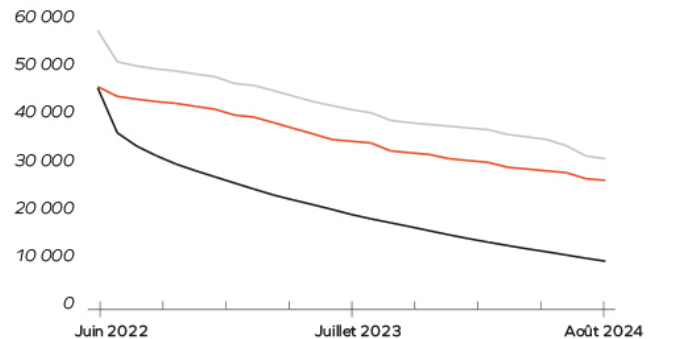
● Structure de l'endettement

(au 30/06/2022)



● Position de liquidité statique ⁽¹⁾

(en millions d'euros)



Actif statique : écoulement des actifs au fil du temps sans hypothèse de renouvellement.
Passif statique : écoulement des passifs au fil du temps sans hypothèse de renouvellement.

(1) Périmètre Europe

Politique financière

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,3 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 2,7 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 4,7 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 11 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 30 juin 2022, la réserve de liquidité de RCI Banque (périmètre Europe) s'établit à 12,0 Md€.

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite de 70 M€ fixée par le groupe.

Au 30 juin 2022, une hausse des taux parallèle ⁽¹⁾ aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de :

- / + 0,5 M€ en EUR ;
- / - 0,3 M€ en BRL ;
- / + 0,1 M€ en KRW ;
- / - 0,4 M€ en GBP ;
- / + 0,6 M€ en PLN ;
- / + 0,9 M€ en CHF.

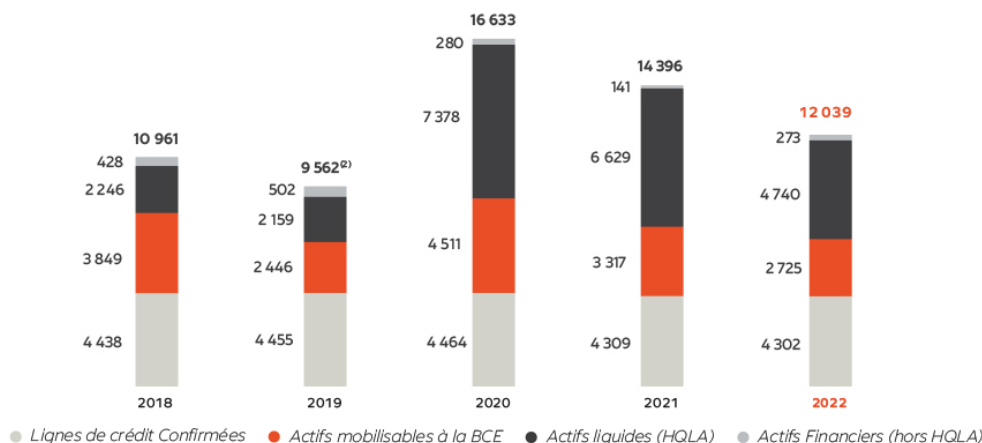
La somme des valeurs absolues des sensibilités à un choc de taux parallèle ⁽¹⁾ dans chaque devise s'élève à 5,3 M€.

La position de change transactionnelle ⁽²⁾ consolidée du groupe RCI Banque atteint 7,3 M€.

(1) Depuis 2021 et en conformité avec les orientations du régulateur (Guidelines IRRBB de 2018), l'amplitude des chocs de taux est fonction de la devise. Sur l'année 2021, les chocs de taux des devises suivantes ont été de : + 100 bps pour EUR, CHF, KRW, GBP, PLN, MAD, HUF, JPY, USD et SKK ; + 150 bps pour SEK et DKK ; + 200 bps pour CZK et RON ; + 300 bps pour le BRL ; + 500 bps pour ARS et RUB.

(2) Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales.

• Réserve de liquidité ⁽¹⁾ (en millions d'euros)



(1) Périmètre Europe.

(2) La réserve de liquidité est calibrée pour atteindre l'objectif interne de continuité d'activité dans un scénario de crise. Le niveau plus bas en décembre 2019 reflète un niveau de remboursement des obligations plus faible pour l'année suivante (remboursements d'obligations respectivement 1,8 Md€ en 2020 et 2,8 M€ en 2019).

Émissions et programmes du groupe RCI Banque

Les émissions du groupe consolidés sont réalisées par sept émetteurs : RCI Banque, Diac, Rombo Compania Financiera (Argentine), RCI Financial Services Korea Co Ltd (Corée du sud), Banco RCI Brasil (Brésil), RCI Finance Maroc et RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento (Colombie).

RCI Banque court terme : S&P : A-3/Moody's : P-2

RCI Banque long terme : S&P : BBB- (Stable)/Moody's : Baa2 (négative)

Émetteur ⁽¹⁾	Instrument	Marché	Montant	S&P	Moody's	Autres
RCI Banque S.A.	Programme Euro MTN	euro	23 000 M€	BBB- (perspective stable)	Baa2 (perspective négative)	
RCI Banque S.A.	Programme NEU CP ⁽²⁾	français	4 500 M€	A-3	P2	
RCI Banque S.A.	Programme NEU MTN ⁽³⁾	français	2 000 M€	BBB- (perspective stable)	Baa2 (perspective négative)	
RCI Banque S.A.	TIER 2 Subordinated Notes n° 19-517	euro	850 M€	BB	Baa2 (perspective négative)	
DIAC S.A.	Programme NEU CP ⁽²⁾	français	1 000 M€	A-3		
DIAC S.A.	Programme NEU MTN ⁽³⁾	français	1 500 M€	BBB- (perspective stable)		
Rombo Compania Financiera S.A.	Programme obligataire	argentin	6 000 MARS		A+ (arg) (perspective stable)	Fix Scr : AA (arg) (perspective stable)
RCI Financial Services Korea Co Ltd	Émissions obligataires	sud coréen	1 490 MdKRW ⁽⁴⁾			KR, KIS, NICE : A+
Banco RCI Brasil S.A.	Émissions obligataires	brésilien	3 718 MBRL ⁽⁴⁾		AA+.br (perspective stable)	
RCI Finance Maroc	Programme BSF	marocain	3 500 MMAD			
RCI Finance Maroc	TIER 2 Subordonné	marocain	68 MMAD			
RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento	Émissions obligataires	colombien	451 MdCOP ⁽⁴⁾	AAA.co		
RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento	CDT : Certificado de depósito a Término	colombien	676 MdCOP ⁽⁴⁾	AAA.co		

(1) RCI Banque et filiales consolidées par intégration globale.

(2) Negotiable European Commercial Paper (NEU CP), nouvelle dénomination des Certificats de Dépôts.

(3) Negotiable European Medium-Term Note (NEU MTN), nouvelle dénomination des Bons à Moyen Terme Négociables.

(4) Encours.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE**

30 Juin 2022

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

KPMG

Tour EQHO - 2 Avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

RCI Banque S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.
Société anonyme d'expertise comptable et de
commissariat aux comptes
Capital de 5 407 100 euros – RCS Nanterre 775 726 417

RCI Banque S.A.

Société anonyme au capital social de 100 000 000 euros

15 rue d'Uzès 75002 Paris

RCS : Paris 306 523 358

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 29 juillet 2022

DocuSigned by:

65239A6437884C1...

Anne Veaute

Associée

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 29 juillet 2022

DocuSigned by:

7DCE8BF2964846F...

Ulrich Sarfati

Associé



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 Juin 2022

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	18
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	21
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	22
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	23
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	23
2. FAITS MARQUANTS	23
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	31
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	33
5. REFINANCEMENT	35
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES	36
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	37

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2022	12/2021
Caisse et Banques centrales	2	4 788	6 745
Instruments dérivés de couverture	3	261	147
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	982	837
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	147	137
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 853	1 294
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	44 828	44 074
Actifs d'impôts courants	8	92	21
Actifs d'impôts différés	8	210	179
Créances fiscales hors impôts courants	8	151	112
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 135	957
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		54	146
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	1 342	1 344
Immobilisations corporelles et incorporelles		111	94
Goodwill		139	149
TOTAL ACTIF		56 093	56 236

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2022	12/2021
Banques centrales	9.1	3 728	3 738
Instruments dérivés de couverture	3	182	44
Dettes envers les établissements de crédit	9.2	2 320	1 997
Dettes envers la clientèle	9.3	22 597	22 030
Dettes représentées par un titre	9.4	17 120	17 971
Passifs d'impôts courants	10	153	136
Passifs d'impôts différés	10	742	670
Dettes fiscales hors impôts courants	10	22	21
Comptes de régularisation et passifs divers	10	1 863	1 916
Provisions	11	191	162
Provisions techniques des contrats d'assurance	11	431	436
Dettes subordonnées	13	880	893
Capitaux propres		5 864	6 222
- Dont capitaux propres part du groupe		5 863	6 208
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		4 994	4 950
Gains ou pertes latents		(278)	(402)
Résultat de l'exercice		333	846
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		1	14
TOTAL PASSIF		56 093	56 236

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2022	06/2021	12/2021
Intérêts et produits assimilés	19	973	919	1 766
Intérêts et charges assimilées	20	(372)	(304)	(599)
Commissions (Produits)	21	342	316	639
Commissions (Charges)	21	(148)	(139)	(282)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		65	2	8
Produits des autres activités	22	494	546	1 091
Charges des autres activités	22	(340)	(400)	(795)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 014	940	1 828
Charges générales d'exploitation	23	(335)	(300)	(556)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(10)	(9)	(20)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		669	631	1 252
Coût du risque	24	(105)	(36)	(62)
RESULTAT D'EXPLOITATION		564	595	1 190
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises (2)		(93)	10	19
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
Résultat sur exposition inflation		(14)	(6)	(14)
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(1)
RESULTAT AVANT IMPOTS		457	599	1 194
Impôts sur les bénéfices	25	(122)	(138)	(328)
RESULTAT NET		335	461	866
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		2	10	20
Dont part du groupe		333	451	846
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultat net par action (1) et en euros		332,94	451,48	846,42
Résultat net dilué par action et en euros		332,94	451,48	846,42

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

(2) La valeur de mise en équivalence de RN Bank a été intégralement dépréciée au 30 juin 2022 du fait des incertitudes sur la recouvrabilité de cet actif, représentant un impact négatif sur le résultat de mise en équivalence de 101 millions d'euros sur la période.

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
RESULTAT NET	335	461	866
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	12	5	8
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>12</i>	<i>5</i>	<i>8</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	97	22	47
Variation de JV des actifs financiers	(5)	(1)	(3)
Différences de conversion	27	52	53
Autres gains et pertes latents			(0)
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>119</i>	<i>73</i>	<i>97</i>
Autres éléments du résultat global	131	78	105
RESULTAT GLOBAL	466	539	971
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	9	15	27
Dont part des actionnaires de la société mère	457	524	944

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées	Ecarts de conversion (3)	Gains ou pertes latents ou différés (4)	Résultat net <small>(Part des actionnaires de la société mère)</small>	Capitaux propres <small>(Part des actionnaires de la société mère)</small>	Capitaux propres <small>(Part des part. ne donnant pas le contrôle)</small>	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2020	100	714	5 159	(454)	(46)	787	6 260	13	6 273
Affectation du résultat de l'exercice précédent			787			(787)			
Capitaux propres au 1 janvier 2021	100	714	5 946	(454)	(46)		6 260	13	6 273
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					15		15	6	21
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					5		5		5
Différences de conversion				53			53	(1)	52
Résultat de la période avant affectation						451	451	10	461
Résultat global de la période				53	20	451	524	15	539
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(3)				(3)		(3)
Distribution de la période			(69)				(69)	(6)	(75)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(9)	(9)
Capitaux propres au 30 juin 2021	100	714	5 874	(401)	(26)	451	6 712	13	6 725
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					20		20	3	23
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					3		3		3
Différences de conversion				2			2	(1)	1
Résultat de la période avant affectation						395	395	10	405
Résultat global de la période				2	23	395	420	12	432
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			4				4		4
Distribution de la période			(931)				(931)	(14)	(945)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			3				3	3	6
Capitaux propres au 31 décembre 2021	100	714	4 950	(399)	(3)	846	6 208	14	6 222
Affectation du résultat de l'exercice précédent			846			(846)			
Capitaux propres au 1 janvier 2022	100	714	5 796	(399)	(3)		6 208	14	6 222
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					91		91	1	92
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					12		12		12
Différences de conversion				21			21	6	27
Résultat de la période avant affectation						333	333	2	335
Résultat global de la période				21	103	333	457	9	466
Distribution de la période (5)			(800)				(800)	(12)	(812)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(2)				(2)	(10)	(12)
Capitaux propres au 30 juin 2022	100	714	4 994	(378)	100	333	5 863	1	5 864

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2022 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du sud, le Royaume-Uni, la Pologne, la Suisse et la Turquie. Au 31 décembre 2021, il concernait principalement l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du sud, l'Inde, le Maroc, la Turquie, le Royaume-Uni, la République Tchèque et la Suisse.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour 106 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -6 M€ à fin juin 2022.
- (5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2021 de 800 M€.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	333	451	846
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	10	9	19
Dotations nettes aux provisions	61	(49)	(89)
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	93	(10)	(19)
Produits et charges d'impôts différés	11	35	62
Pertes et gains nets des activités d'investissement		5	5
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	2	10	20
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(64)	9	13
Capacité d'autofinancement	446	460	857
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(156)	(503)	(222)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(43)	(495)	(212)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(130)	(749)	1 289
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(58)	27	165
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(72)	(776)	1 124
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(25)	1 456	2 774
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(625)	1 089	2 525
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	600	367	249
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 076)	(2 021)	(3 998)
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(162)	285	(71)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(769)	(2 230)	(3 914)
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(145)	(76)	(13)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(2)	(2)	(57)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(1 233)	(1 316)	8
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(943)	(1 360)	642
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(10)		(101)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(22)	(1)	(15)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(32)	(1)	(116)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(812)	(75)	(1 020)
- Dividendes versés	(812)	(75)	(1 020)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(812)	(75)	(1 020)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	7	68	88
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(1 780)	(1 368)	(406)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	7 705	8 111	8 111
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	6 729	7 289	7 289
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	976	822	822
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	5 925	6 743	7 705
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	4 749	5 979	6 729
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	1 735	1 161	1 236
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(559)	(397)	(260)
Variation de la trésorerie nette	(1 780)	(1 368)	(406)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès 75002 Paris.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des ventes des marques de l'Alliance Renault - Nissan.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe Mobilize Financial Services au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2022 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2022 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services, pour l'année 2021, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 février 2022 et approuvés à l'Assemblée Générale du 20 mai 2022. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 800 M€ sur le résultat 2021.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Changement de nom commercial « Mobilize Financial Services »

Afin de renforcer ses liens avec Mobilize, la branche mobilité du Groupe Renault, et de bénéficier d'une marque forte partout dans le monde, le groupe a décidé de modifier le nom de sa marque commerciale « RCI Bank and Services ». Celle-ci est devenue « Mobilize Financial Services ».

Ce changement n'impacte en rien le nom de la société qui reste RCI Banque S.A.

Guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et les sanctions économiques et commerciales décidées progressivement à l'encontre de la Russie ainsi que les contre-sanctions décidées par la Russie ont impacté l'activité du groupe au cours du trimestre. Les domaines concernés incluent principalement la sécurité des employés, le risque d'incapacité de financement en Russie, le risque d'attaque cyber et de défaillance des systèmes d'information.

Le groupe Mobilize Financial Services a des investissements à la fois en Russie et en Ukraine.

Le groupe Mobilize Financial Services se conforme strictement à la réglementation en vigueur et a mis en œuvre avec diligence les mesures nécessaires pour se conformer aux sanctions internationales.

Compte tenu du mode de fonctionnement de la banque dans ces deux pays, l'exposition du bilan à la Russie et à l'Ukraine est limitée.

En Ukraine :

RCI Banque S.A. détient à 100% une filiale non consolidée. Le groupe n'a aucune exposition de prêt avec cette société.

L'investissement net de RCI Banque S.A. est limité à la part de capital de cette filiale (0,3 M€) qui a été intégralement provisionné au cours du 1er semestre 2022.

En Russie :

La principale exposition en Russie provient de l'investissement dans RN Bank, une entité auto-financée dans laquelle le Groupe détient 30 % des intérêts économiques et qui est consolidée par mise en équivalence. En raison des incertitudes sur la recouvrabilité de cet actif, les titres de participation dans RN Bank ont fait l'objet d'une provision pour la totalité de leur valeur au 30 juin 2022. L'impact négatif du premier semestre s'élève à 101 millions d'euros au résultat et à 48 millions d'euros sur la réserve de change. Après la dépréciation, il reste un écart de conversion de - 30 M€ comptabilisé en réserves de change.

Le groupe détient également 100 % de RNL Leasing, une société de leasing consolidée par mise en équivalence. La contribution de RNL Leasing aux capitaux propres du groupe est peu significative (2 millions d'euros) et les prêts d'actionnaire de 1,5 milliards de roubles (équivalents à 26 millions d'euros) sont éliminés dans le cadre du traitement des opérations intragroupes.

Le groupe Mobilize Financial Services a entrepris des démarches pour se désengager de ses investissements en Russie.

En cas de déconsolidation de RNL Leasing, une perte pourrait être comptabilisée sur les prêts d'actionnaire.

Nouvelle émission de Fonds communs de titrisation

Sur le marché de la titrisation le Groupe a placé courant mai une opération pour environ 700 millions d'euros adossés à des prêts automobiles accordés par sa filiale française DIAC (dont 650 millions d'euros de titres senior et environ 50 millions d'euros de titres subordonnés).

Crise sanitaire Covid-19 :

Les moratoires « covid-19 » ont été appliqués dans le cadre des définitions de l'EBA et selon les situations de chaque pays. Compte tenu de leur non-renouvellement courant 2021, le groupe Mobilize Financial Services n'a plus d'encours soumis à des moratoires actifs à fin juin 2022.

A noter : Le groupe Mobilize Financial Services n'est pas concernée par l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE).

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2021 a été conservée.

- sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustement hors modèle, concernant principalement a) des expositions Corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement, et b) des clients sous moratoires expirés.

L'approfondissement de l'analyse des situations à travers des données externes et / ou un recul plus conséquent permettant maintenant d'apprécier le comportement des encours passés par des moratoires plus longs, entraîne un déclassement de 21M€ en Italie (forbearance).

- Dans le provisionnement des mêmes créances ; il s'agit d'ajustement hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés).

Concernant les ajustements sur les expositions Corporate faisant l'objet de revues individuelles, une reprise significative a été effectuée en France pour 12M€ due à une baisse du risque estimé sur ces contreparties.

Par ailleurs, de la même manière qu'au 31 décembre 2021, l'estimation de la provision forward-looking a été complétée sur des segments de clientèle jugés plus particulièrement impactés par la crise. En l'absence de retards de

paiement matérialisé, les segments concernés ont été maintenus dans leur bucket d'origine. Il s'agit de l'ensemble des expositions Corporate sur des clients opérant dans des secteurs d'activité particulièrement affectés par la crise mais pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable. Les encours concernés s'élèvent à 1 391M€. Là aussi l'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement au taux constaté sur les encours des mêmes segments comptabilisés en bucket 2.

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement des buckets 2 se dégrade légèrement de 5,2% à 5,4 % sous l'effet défavorable du paramètre LGD en partie compensé par une amélioration du paramètre PD, tandis que le taux de provisionnement des buckets 3 passe de 54,5% à 58,5 % entre fin 2021 et fin juin 2022, sous l'effet du paramètre LGD, spécifiquement en France et au Brésil. Quant au taux de provisionnement du bucket 1, il reste stable à 0,8%.

Coût du risque

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward-looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours à des données prospectives, notamment de type macroéconomique. Les principes de calcul des provisions pour risque de crédit sont décrits dans la section 4.3.3.5 de l'annexe aux comptes annuels 2021.

Le total coût du risque à fin juin 2022 s'établit à 105 M€ (0,48% des actifs productifs moyens APM) dont 108 M€ sur les financements clientèle (0,57% des APM) et une reprise de 6,0 M€ sur les financements réseau (-0,21% APM).

En comparaison avec le premier semestre 2021 (coût du risque 36 M€ 0,16% APM), le total coût du risque à fin juin 2022 a augmenté (charge de risque) de 69 M€. Cette évolution s'explique principalement par :

- Une augmentation, sur les 6 premiers mois 2022, des dépréciations pour les créances avec la clientèle (note 7) de 59 M€ contre une baisse de 23 M€ sur les 6 premiers mois de l'année 2021. Cet écart s'explique principalement par :
 - la variation des taux de couverture sur les créances dépréciées : en juin 2021 le taux de couverture global est stable par rapport à décembre 2020 (2,22%) alors qu'en juin 2022 il augmente de 9 points de base (2,35% juin 2022 contre 2,26% décembre 2021).
 - la variation des encours à la clientèle augmente sur les 6 premiers mois de l'année 2022 de 811 M€ contre une baisse des encours sur la même période 2021 de 814 M€.
- L'augmentation du taux de couverture global est principalement liée à la mise à jour des paramètres de calcul IFRS9 et plus particulièrement de la Loss Given Default. En juin 2021, la LGD reflétait des performances de recouvrement « exceptionnelles » consécutives à la sortie de la crise Covid-19 fin 2020. En juin 2022, la LGD prenait en compte des performances de recouvrement moyennes sans élément exceptionnel.

Sur le réseau de concessionnaires, le coût du risque est constitué d'une reprise de provisions pour dépréciation de 6M€ par rapport à décembre 2021.

L'ajustement « forward-looking » compris dans ces chiffres intègre une composante macro-économique et une composante collective.

Sur la clientèle l'ajustement « forward looking » est en reprise de 7 M€, :

- 4,5 M€ d'augmentation au titre de la mise à jour de la composante macro-économique dans laquelle la pondération du scénario adverse a été augmenté sur l'ensemble des pays à l'exception du Brésil afin de limiter les écarts entre les pays.
- 11,5M€ de reprise au titre de la provision collective sur les acteurs économiques dont les secteurs sont les plus touchés par la crise du Covid.

Sur le réseau l'ajustement « forward looking » est en dotation de 1,2 M€.

La proportion de créances clientèle en défaut est stable à 2,5% par rapport à décembre 2021.

La ventilation des opérations avec la clientèle et les provisions associées à chaque classe IFRS9 sont détaillées en notes 7.

- **Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :**

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2021, auxquelles s'ajoutent l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut pour le périmètre traité en méthode avancé.

Forward looking

La provision «forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- « Stability » : qui prévoit une stabilité pendant 3 ans des paramètres de provisions des pertes attendues (ECL : Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- « Baseline » : Scénario le plus optimiste qui utilise les paramètres des stress tests de la Banque Centrale Européenne (BCE) de février 2021 et qui permet de stresser les PD et LGD, et donc les ECL sur les pays du G7 dans l'outil de provision du groupe Mobilize Financial Services.
- « Adverse » : Scénario le moins optimiste, qui découle également des stress tests de la BCE pour la partie retail et des données historiques internes pour l'activité réseau.

Les scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des projections macro-économiques (PIB, Taux de chômage...) et ainsi obtenir un forward looking statistique qui est obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9.

Depuis la crise du Covid-19, le forward looking intègre également une provision sectorielle et a donc 2 composantes, une provision statistique et une provision sectorielle. Le calcul est réalisé après retraitement dans la provision statistique des provisions sectorielles pour ne pas avoir de double provisions sur les encours.

Forward Looking - Approche sectorielle

Actualisation de l'approche sectorielle qui a conduit à identifier de nouveaux segments. D'une part de nouveaux segments ont été ajoutés suite à la note de l'INSEE et d'autres ont été retirés. D'autre part, le Forward Looking sectoriel regroupe les particuliers travaillant pour un employeur se situant dans des secteurs à risque.

Depuis fin 2020, les principaux secteurs d'activité touchés par la crise Covid-19 (hôtellerie, restauration, transport de passagers, etc.) ont fait l'objet d'une couverture additionnelle en appliquant le taux de couverture des encours B2, aux expositions B1. Ils ont été ponctuellement complétés de quelques secteurs propres à certains pays. La provision au bilan résultant de cet ajustement représente 35,6 M€ à fin juin 2022 contre 47 M€ à fin décembre 2021.

Forward looking - Approche statistique.

Le conflit en Ukraine a assombri les projections de reprises économiques dans beaucoup de pays du fait des perturbations des chaînes logistiques et de l'évolution du prix de certaines matières premières. Ainsi, par rapport aux pondérations du 31 décembre 2021, le groupe Mobilize Financial Services ainsi décidé d'augmenter le poids du scénario « adverse » dans la majorité des pays et de réduire la dispersion.

- Les scénarios clientèles : les scénarios Adverses de tous les pays hors Brésil ont été augmentés de 5 points afin de prendre en compte la dégradation des perspectives économiques de l'OCDE entre les mois de décembre 2021 et juin 2022.
Le scénario Adverse de l'activité retail du Brésil a lui été ramené de 40% à 35% afin de prendre en compte les meilleures perspectives économiques de l'OCDE en matière d'emploi dans le pays.
- Les scénarios réseaux : les scénarios adverses de certains pays ont été augmentés de 5 points sauf sur l'Italie et l'Espagne qui était déjà à 40% d'adverse.
Le scénario de l'activité réseau du Brésil a lui été diminué de 5 points pour ne pas dépasser 40% de l'adverse sur l'ensemble des pays.

Suite à ces changements de pondérations, la provision de forward looking statistique s'établit à 93,3 M€ contre 87,6 M€ en décembre 2021.

Sensibilité du forward looking statistique :

L'application d'une pondération de 100 % au scenario stabilité reviendrait à calculer les ECL sans application de stress et conduirait à une réduction de la dépréciation statistique de 93,3 M€.

L'application d'une pondération de 100 % au scenario baseline conduirait à une réduction de 173,3 M€ de la dépréciation statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scenario adverse conduirait à une augmentation de 246,7 M€ de cette dépréciation.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 128,9 MEUR contre 134,8 MEUR en décembre 2021

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 06/2022
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	20,2	7,5	6,2	10,4	0,3	0,0	44,6
Brésil	4,6	7,0	2,4	0,9	0,1		15,1
Italie	3,2	1,0	1,7	1,8	0,3	0,2	8,2
Espagne	4,5	2,8	2,2	2,9	1,0	0,1	13,4
Maroc	5,4	1,2	1,3	1,4	0,3	0,1	9,6
Royaume-Uni	4,6	0,9	0,6	0,4	0,0	0,0	6,6
Allemagne	2,6	2,5	0,7	1,0	0,1	0,0	7,0
Colombie	3,3	1,1	0,7	0,1	0,1	0,0	5,2
Portugal	3,3	0,2	0,0	1,1	0,0	0,0	4,6
Autriche	2,3	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	3,3
Pologne	2,0	0,6	0,4	0,6		0,0	3,7
Rep. Tchèque	0,8	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	1,1
Autres	1,6	1,9	0,6	2,1	0,6	0,0	6,7
Total	58,2	27,0	17,0	23,3	2,8	0,5	128,9

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2021
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	27,3	5,8	5,6	9,5	0,4	0,0	48,6
Brésil	3,6	6,0	2,2	1,3	0,2		13,3
Italie	5,8	2,5	2,0	2,0	0,4	0,4	13,0
Espagne	4,3	2,9	2,1	2,7	0,8	0,1	12,9
Maroc	5,8	1,3	1,4	1,1	0,3	0,1	9,9
Royaume-Uni	4,9	1,7	0,7	0,4	0,0		7,7
Allemagne	3,2	2,1	0,8	1,0	0,1	0,0	7,2
Colombie	3,1	0,8	0,7	0,1	0,1	0,0	4,7
Portugal	3,2	0,2	0,1	1,0	0,0	0,0	4,5
Autriche	2,2	0,3	0,1	0,4	0,0		3,0
Pologne	1,5	0,3	0,3	0,6		0,1	2,8
Rep. Tchèque	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	1,1
Autres	1,9	1,5	0,5	1,7	0,5	0,0	6,1
Total	67,5	25,5	16,5	21,9	2,8	0,7	134,8

Provisions d'expertise (ajustements complémentaires hors modèle)

Un ajustement d'expert des provisions peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'allocation dans les buckets 1 et 2 d'une exposition ainsi que l'ECL calculée s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés et sont classés en six catégories : Moratoires / Clients fragiles, Fraudes, Rentacar / Short Term Renting, Individual, Risk Parameters, Others.

Moratoires / Clients fragiles

Selon les modalités d'octroi de moratoires Covid-19 applicables à chaque pays, un complément de provision a été appliqué sur les expositions en ayant bénéficié au cours de 2020-2021, que ces expositions aient été déclassées ou non en forbearance. La méthode a consisté notamment à évaluer le risque sur ces portefeuilles compte tenu de données externes et / ou avec un recul suffisant sur le comportement des expositions depuis la sortie de moratoire.

Le stock de cette expertise représente encore à fin juin 2022 une provision de 37,5 M€ contre 47 M€ à fin 2021.

Fraudes

La couverture des expositions identifiées comme fraudes a été ajustée en 2022 avec une reprise de provision de 1,4 M€, résultant des passages en perte et de la maturation des contrats en défaut.

Rentacar / Short Term Renting

Il s'agit d'expertises liées aux sociétés de location courte durée. Le stock de cette expertise représente 2,8 M€ à fin juin 2022.

Individual

En cas d'ajustement hors modèle faisant suite à une revue individuelle de contreparties corporate (hors réseau), l'exposition saine est déclassée en B2.

L'application de la forbearance ne doit pas conduire à un déclassement systématique d'un bucket à un autre (et notamment du bucket 1 au bucket 2) mais il doit faire l'objet d'une analyse (sur base individuelle ou collective) des contreparties pour déterminer celles qui subissent une véritable dégradation de leur risque de crédit sur la durée de vie de l'actif de celles qui ne rencontrent que des « problèmes de liquidités temporaires ».

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises réalisées à partir d'un seuil minimum d'encours. Elles représentent 23,4 M€ à fin juin 2022, en reprise de 10,6 M€ par rapport à fin décembre 2021. Cette reprise est concentrée sur la France et s'explique par l'amélioration des indicateurs financiers des entreprises soumises à revue individuelle.

Risk Parameters

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles. Elles s'élèvent à 35,3 M€ à fin juin 2022 contre 36,7 M€ à fin décembre 2021.

Others

Les expertises de ce type sont celles qui n'ont pas été classées dans une des cinq autres catégories. Elles totalisent 21,2 M€ à fin juin 2022.

Application de la nouvelle définition du défaut

Le groupe Mobilize Financial Services a finalisé en 2021 son projet de mise en conformité à la nouvelle définition du défaut concernant les pays en méthode avancée (France, Italie, Espagne, Allemagne, Royaume Uni et Corée du Sud) et concernant les pays en méthode standard (Brésil et pays hors G7).

Les paramètres de provisionnement (probabilité de défaut, évaluation de la perte encourue en cas de défaut d'une contrepartie) sont établis aujourd'hui selon les modalités applicables au nouveau défaut (reconstitution des historiques de calcul, compteur de « days past due » adapté etc). Le paramètre de la perte encourue en cas de défaut d'une contrepartie est mis à jour en rythme mensuel pour tous les pays depuis juin 2022.

Affectation de goodwill de Bipi

Le groupe a finalisé la détermination des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris de la société Bipi Mobility SL et ses filiales qu'il a acquise en juillet 2021 à 100% pour un prix de 67 millions d'euros. Cette société évolue dans l'offre de location flexible de véhicules. Les principaux ajustements portent sur la marque reconnue pour 8 millions d'euros et la technologie reconnue pour 5 millions d'euros. Le goodwill définitif calculé est de 59 millions d'euros.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2022 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2021.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services arrêtés au 30 juin 2022 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 30 juin 2022 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2021.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022

Amendement IAS 16	Produits générés avant l'utilisation prévue
Amendement IFRS 3	Mise à jour de la référence au cadre conceptuel
Amendement IAS 37	Coûts à prendre en compte pour déterminer si le contrat est déficitaire
Améliorations annuelles (cycle 2018-2020)	Processus annuel d'amélioration des normes

L'application de ces amendements à compter du 1er janvier 2022 est sans effet significatif sur les états financiers du Groupe.

➤ Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe

Amendement IAS 1	Information sur les méthodes comptables significatives	1er janvier 2023
Amendement IAS 8	Définition des estimations comptables	1er janvier 2023
IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance	1er janvier 2023

Le Groupe est en train d'analyser les impacts potentiels. Le Groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur comptes consolidés du fait de l'application des amendements à IAS 1 et IAS 8.

IFRS 17 – Contrats d'assurance, publiée le 18 mai 2017 et modifiée par les amendements du 25 juin 2020, énonce les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir pour les contrats d'assurance. Elle remplace la norme IFRS 4 - Contrats d'assurance et sera applicable au titre des exercices débutant à compter du 1er janvier 2023.

IFRS 17 s'applique principalement dans le groupe aux contrats d'assurance émis et aux traités de réassurance contractés par les compagnies d'assurance du secteur Financement des ventes. Les contrats seront désormais évalués selon le modèle général (dit « building blocks approach») comprenant : (1) les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés et pondérés par leur probabilité de réalisation, (2) un ajustement pour le risque non financier et (3) la marge de service contractuelle. La marge de service contractuelle sera reconnue en compte de résultat en fonction des unités de couverture fournies sur la période. Le groupe appliquera l'approche rétrospective simplifiée pour traiter l'impact de la transition sur les comptes au 1er janvier 2023.

Les modalités d'application d'IFRS 17 et son impact potentiel sur les états financiers consolidés du groupe sont actuellement à l'étude.

➤ **Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne**

Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants.	1er janvier 2023
Amendement IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction	1er janvier 2023
Amendement IFRS 17	Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives	1er janvier 2023

Le Groupe est en train d'analyser les impacts potentiels mais à ce stade n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

➤ **Interprétation de l'IFRS IC relative à la comptabilisation des « Targeted Long Term Refinancing Operations » (IFRS 9 et IAS 20)**

La décision de l'IFRS IC visant à clarifier l'analyse et la comptabilisation des transactions TLTRO III a été rendue définitive en mars 2022. Cette décision s'applique aux tirages TLTRO III effectués par le secteur Financement des Ventes, tirages auxquels le Groupe a choisi d'appliquer IFRS 9. Plus de détails sont fournis sur ces transactions dans la Note 9.

➤ **Interprétation de l'IFRIC relative aux coûts de configuration et personnalisation d'un contrat de type SaaS pour un logiciel (IAS 38)**

Concernant l'interprétation de l'IFRIC d'avril 2021, relative à la comptabilisation des coûts de configuration et personnalisation d'un contrat de type SaaS pour un logiciel, aucun impact significatif n'a cependant été identifié à ce stade.

B. Estimations et jugements

Compte tenu du contexte d'arrêté particulier, les modifications apportées aux jugements et hypothèses à décembre 2021 ont été maintenues au 30 juin 2022:

- **Le Forward-looking** (maintien de l'expertise sectorielle, voir le paragraphe « Coût du risque »)
- **Les modèles d'estimation des provisions :**
Les modèles d'estimation n'ont pas été adaptés.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2022 sont donc identiques à celles détaillées dans la note 4.3.3 de l'annexe aux comptes annuels 2021.

C. Changements de présentation

Au 30 juin 2022, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite à une année 2021 marquée par la pandémie du Covid-19 et l'adaptation des processus d'acceptation et de recouvrement au contexte particulier, où il a été également organisé et planifié la fin des reports d'échéance dans tous les pays pour accompagner nos clients dans la poursuite du paiement de leur échéances de crédit et les aider à traverser cette période difficile, le 1er semestre 2022 a connu une certaine stabilité des processus.

La mise en place de ces actions a permis de stabiliser la qualité de portefeuille crédit en 2022 (2.52% des encours clientèles en défaut en juin 2022, chiffre identique à décembre 2021) suite à une baisse de 10,7% des encours en défaut observée sur l'année 2021.

De plus, en matière de politique d'octroi de crédit, les dispositifs 2021 ont été dans la plupart des cas reconduits sur le 1er semestre 2022. Ils ont visé à conserver les critères d'acceptation de sorte à maintenir une qualité de crédit à la production compatible avec les exigences en matière d'appétit au risque. Des études et actions sont en cours afin d'adapter les critères d'octroi au contexte d'inflation élevée.

Enfin, des ajustements hors modèles ont été retenus. Ils couvrent en particulier, lorsqu'une aggravation du risque de crédit apparaît possible, des expositions ayant bénéficié de périodes sensibles de moratoires en 2020 – 2021 (au Maroc, en Espagne, en Italie, au Brésil et en Colombie) ou des clients identifiés comme fragiles à l'aide de données externes (au UK, en Espagne, en Italie). L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond.

Le groupe Mobilize Financial Services conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 30.06.2022.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

Environnement macroéconomique

La résurgence du Covid en Chine et l'invasion russe en Ukraine ont impacté l'activité économique mondiale et les marchés financiers au premier semestre. La hausse de l'inflation (essentiellement tirée par l'augmentation du prix des matières premières), la normalisation des politiques d'assouplissement quantitatif et les hausses des taux des grandes banques centrales ont conduit les marchés à réviser les anticipations de croissance à la baisse.

L'économie américaine est restée vigoureuse sur les premiers mois de l'année. Les indicateurs du marché du travail sont dynamiques avec un taux de chômage de 3,6% à fin mai (proche des plus bas sur ces dix dernières années) et la hausse des revenus des ménages demeure robuste. Le PIB annualisé a certes diminué de 1,4% au premier trimestre 2022 (après une augmentation de 6,9% au quatrième trimestre de 2021), mais la Fed considère que cette baisse ne traduit pas une situation de récession, puisque la consommation des ménages a progressé de 3,1%, mais provient essentiellement de la faiblesse des exportations dans un contexte de difficultés d'approvisionnement.

La persistance d'un marché du travail tendu et d'une inflation élevée a conduit la Fed à amorcer son cycle de resserrement monétaire à partir du mois de mars. La cible des taux des Fed Funds a ainsi été relevée de 150 bp pour atteindre 1,50-1,75%.

La BCE a augmenté son taux directeur de 0,5% en juillet, le taux de dépôt marginal repassant en territoire positif à 0%, et a annoncé qu'elle cesserait son programme d'achats d'actifs. Les marchés anticipent plusieurs hausses de taux à venir.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé 4 fois son taux directeur qui atteint 1,25% contre 0,25% à fin 2021. Elle a également mis fin à son programme d'achats d'actifs et annoncé la cession sur le marché des obligations d'entreprise qu'elle détient.

Les craintes de stagflation ont entraîné une forte volatilité sur les marchés financiers. En Europe, les rendements obligataires ont augmenté dans le sillage des taux américains. Le taux des obligations souveraines allemandes à dix ans a dépassé la barre des 1% pour s'établir à 1,33%, contre un niveau de -0,19% à fin 2021. Les actions et les obligations d'entreprise ont souffert depuis le début d'année, avec des indices boursiers en baisse (-20% pour l'Euro Stoxx 50) et des spreads de crédit qui se sont écartés depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'index IBOXX Corporate Bond s'établit à 135 bps à fin juin contre 61 bps à fin décembre 2021.

5. REFINANCEMENT

Le groupe a profité d'un contexte encore favorable en début d'année pour émettre 750 millions d'euros à 3,5 ans. Cette opération a attiré un livre d'ordre de plus de 4,5 milliards d'euros en provenance de plus de 180 souscripteurs. Le groupe a aussi fait son retour sur le marché suisse avec le placement d'un emprunt obligataire pour 110 millions de francs suisses à 3 ans. En juin, la banque a réalisé avec succès son premier emprunt obligataire vert pour 500 millions d'euros (dont le règlement interviendra sur juillet). Les fonds reçus serviront à financer ou refinancer des véhicules électriques et des infrastructures de recharge. Cette dernière transaction a démontré la volonté du groupe de favoriser la transition vers la mobilité électrique et la lutte contre le changement climatique.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour environ 700 millions d'euros de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa filiale française DIAC et a augmenté de 100 millions de livre sterling sa titrisation privée en Angleterre.

Dans ce contexte de forte volatilité des marchés, l'activité de collecte d'épargne s'est montrée particulièrement résiliente et compétitive en termes de coûts de la ressource collectée vis-à-vis des sources de financements de marché. Les encours de dépôts clients ont progressé de 476 millions d'euros depuis le début d'année pour s'établir à 21,5 milliards d'euros.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,3 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 2,7 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 4,7 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent au groupe Mobilize Financial Services d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 11 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 30 juin 2022, la réserve de liquidité du groupe Mobilize Financial Services (périmètre Europe) s'établit à 12,0 Md€.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2022, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2022
Encours productif moyen	36 680	5 686		42 366
Produit net bancaire	796	86	132	1 014
Résultat brut d'exploitation	526	62	81	669
Résultat d'exploitation	417	66	81	564
Résultat avant impôts	309	66	82	457

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2021
Encours productif moyen	36 254	7 146		43 400
Produit net bancaire	1 516	181	131	1 828
Résultat brut d'exploitation	1 031	135	86	1 252
Résultat d'exploitation	932	172	86	1 190
Résultat avant impôts	937	171	86	1 194

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2021
Encours productif moyen	36 184	7 934		44 118
Produit net bancaire	769	102	69	940
Résultat brut d'exploitation	522	78	31	631
Résultat d'exploitation	464	100	31	595
Résultat avant impôts	467	100	32	599

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

Note 2 : Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Caisse et Banques centrales	4 749	6 729
Caisse et Banques centrales	4 749	6 729
Créances à terme sur Banques centrales	39	16
Créances rattachées	39	16
Total des Caisse et Banques centrales	4 788	6 745

Note 3 : Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	06/2022		12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	71	14	12	17
Instruments dérivés de taux	62		7	1
Instruments dérivés de change	9	14	5	16
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	190	168	135	27
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	3	160	84	6
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	186	8	51	21
Instruments dérivés de change : Couverture des investissements nets	1			
Total des instruments dérivés	261	182	147	44

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et, depuis l'application du troisième volet d'IFRS9 depuis le mois de janvier 2020, à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Dans le cadre de la couverture de certains passifs à taux variable (Dépôts et TLTRO), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS9). Le produit net bancaire a été positivement impacté par un effet de valorisation de ces swaps de 58 MEUR dû à la hausse actuelle des taux d'intérêt. Il convient de noter que cet impact de valorisation est temporaire et tendra vers un impact nul à l'échéance de ces swaps.

Le groupe Mobilize Financial Services est amené à couvrir l'impact des effets de change structurel depuis cette année 2022. Ces instruments de couverture sont classés en "Couverture des investissements nets".

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2022	D'entreprises liées
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 405			1 405	
Achats	1 374			1 374	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	8			8	
Emprunts	8			8	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	116	77		193	
Emprunts	118	79		197	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	14 603	10 013	250	24 866	
Emprunteurs	14 603	10 013	250	24 866	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2021	D'entreprises liées
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	922			922	
Achats	912			912	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	187	72		259	
Emprunts	195	73		268	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	13 410	9 303	750	23 463	
Emprunteurs	13 410	9 303	750	23 463	

Note 4 : Actifs financiers

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	982	837
Effets publics et valeurs assimilées	874	713
Obligations et autres titres à revenus fixes	107	123
Participations dans les sociétés non consolidées	1	1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	147	137
Titres à revenus variables	30	30
Obligations et autres titres à revenus fixes	70	70
Participations dans les sociétés non consolidées	47	37
Total des actifs financiers (*)	1 129	974
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>18</i>	<i>8</i>

Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Créances à vue sur les établissements de crédit	1 735	1 236
Comptes ordinaires débiteurs	1 632	1 175
Prêts au jour le jour	102	61
Créances rattachées	1	
Créances à terme sur les établissements de crédit	118	58
Comptes et prêts à terme en bucket 1	105	58
Comptes et prêts à terme en bucket 2	13	
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	1 853	1 294
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 1 058 millions d'euros à fin juin 2022 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Prêts et créances sur la clientèle	44 828	44 074
Opérations avec la clientèle	30 517	29 894
Opérations de location financière	14 311	14 180
Opérations de location opérationnelle	1 342	1 344
Total opérations avec la clientèle et assimilées	46 170	45 418

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 262 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 272 millions d'euros au 31 décembre 2021. Elle est dépréciée à hauteur de 81 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 80 millions d'euros au 31 décembre 2021.

6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Créances sur la clientèle	30 648	29 985
Affacturation sain	367	164
Affacturation dégradé depuis l'origination	15	13
Autres créances commerciales saines	4	4
Autres crédits sains à la clientèle	27 542	27 105
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	1 704	1 687
Comptes ordinaires débiteurs sains	354	339
Créances en défaut	662	673
Créances rattachées sur clientèle	53	62
Autres crédits à la clientèle en non défaut	40	41
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	10	17
Créances en défaut	3	4
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	610	594
Etalement des frais de dossiers et divers	(62)	(67)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(278)	(307)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	950	968
Dépréciation des créances sur la clientèle	(794)	(747)
Dépréciation sur créances saines	(146)	(134)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(108)	(98)
Dépréciation des créances en défaut	(429)	(409)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(111)	(106)
Total net des créances sur la clientèle	30 517	29 894

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturation résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan. La dépréciation de la valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Créances sur opérations de location financière	14 455	14 334
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	12 670	12 384
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 432	1 584
Créances en défaut	353	366
Créances rattachées sur opérations de location financière	6	7
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	6	6
Créances en défaut		1
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	133	116
Etalement des frais de dossiers et divers	38	49
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(249)	(273)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	344	340
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(283)	(277)
Dépréciation sur créances saines	(53)	(51)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(65)	(72)
Dépréciation des créances en défaut	(164)	(153)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(1)	(1)
Total net des créances sur opérations de location financière	14 311	14 180

6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Immobilisations données en location	1 360	1 360
Valeur brute des immobilisations données en location	2 044	1 985
Amortissements sur immobilisations données en location	(684)	(625)
Créances sur opérations de location opérationnelle	16	12
Créances saines et dégradées depuis l'origine	12	9
Créances en défaut	10	9
Produits et charges restant à étaler	(6)	(6)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(34)	(28)
Dépréciation des créances en défaut	(8)	(7)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(26)	(21)
Total net des opérations de location opérationnelle (*)	1 342	1 344

(*) Dont entreprises liées

(1)

(1)

Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2022
Valeur brute	39 727	7 087	467	47 281
Créances saines	35 700	6 926	465	43 091
<i>En % du total des créances</i>	89,9%	97,7%	99,6%	91,8%
Créances dégradées depuis l'origination	3 044	118		3 162
<i>En % du total des créances</i>	7,7%	1,7%		6,7%
Créances en défaut	983	43	2	1 028
<i>En % du total des créances</i>	2,5%	0,6%	0,4%	2,2%
Dépréciation	(1 039)	(70)	(2)	(1 111)
Dépréciation créances saines	(299)	(37)	(1)	(337)
<i>En % du total des dépréciations</i>	28,8%	52,9%	50,0%	30,3%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(165)	(8)		(173)
<i>En % du total des dépréciations</i>	15,9%	11,4%		15,6%
Dépréciation créances en défaut	(575)	(25)	(1)	(601)
<i>En % du total des dépréciations</i>	55,3%	35,7%	50,0%	54,1%
Taux de couverture	2,6 %	1,0 %	0,4 %	2,3 %
<i>Créances saines</i>	0,8%	0,5%	0,2%	0,8%
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	5,4%	6,8%		5,5%
<i>Créances en défaut</i>	58,5%	58,1%	50,0%	58,5%
Total des valeurs nettes (*)	38 688	7 017	465	46 170

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

1 583 191 775

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2021
Valeur brute	39 188	6 845	437	46 470
Créances saines	35 073	6 619	436	42 128
<i>En % du total des créances</i>	89,5%	96,7%	99,8%	90,7%
Créances dégradées depuis l'origination	3 124	165		3 289
<i>En % du total des créances</i>	8,0%	2,4%		7,1%
Créances en défaut	991	61	1	1 053
<i>En % du total des créances</i>	2,5%	0,9%	0,2%	2,3%
Dépréciation	(975)	(75)	(2)	(1 052)
Dépréciation créances saines	(274)	(37)	(2)	(313)
<i>En % du total des dépréciations</i>	28,1%	49,3%	100,0%	29,8%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(161)	(9)		(170)
<i>En % du total des dépréciations</i>	16,5%	12,0%		16,2%
Dépréciation créances en défaut	(540)	(29)		(569)
<i>En % du total des dépréciations</i>	55,4%	38,7%		54,1%
Taux de couverture	2,5 %	1,1 %	0,5 %	2,3 %
<i>Créances saines</i>	0,8%	0,6%	0,5%	0,7%
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	5,2%	5,5%		5,2%
<i>Créances en défaut</i>	54,5%	47,5%		54,0%
Total des valeurs nettes (*)	38 213	6 770	435	45 418

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

9 505 264 778

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Sur l'activité clientèle, la mise à jour du paramètre de risque LGD en mai 2022 pour la France et juin 2022 au Brésil a contribué à une hausse des provisions de 41M€ et 32M€ (dont 23,6M€ et 19,1M€ respectivement sur le B3), ce qui explique en partie la hausse du taux de provisionnement du B3 à 58,5% contre 54,5% à fin décembre 2021.

Note 7.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2021	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	06/2022
Créances saines	42 128	24 382	(737)	(22 682)		43 091
Créances dégradées depuis l'origination	3 289		469	(596)		3 162
Créances en défaut	1 053		268	(213)	(80)	1 028
Total opérations avec la clientèle (VB)	46 470	24 382		(23 491)	(80)	47 281

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

Note 7.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2021	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2022
Dépréciation sur créances saines (*)	313	43	(34)	(101)	111	5	337
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	170	14	(12)	(7)	5	3	173
Dépréciation des créances en défaut	569	29	(108)	108	(9)	12	601
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	1 052	86	(154)		107	20	1 111

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL ...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

A noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et variation (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du produit net bancaire ou du coût du risque.

Les autres mouvements (4) et (5) ne sont que des variations bilantielles.

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 138 M€ au 30/06/2022 contre 129 M€ au 31/12/2021.

Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Créances d'impôts et taxes fiscales	453	312
Actifs d'impôts courants	92	21
Actifs d'impôts différés	210	179
Créances fiscales hors impôts courants	151	112
Comptes de régularisation et actifs divers	1 135	957
Créances sociales	1	1
Autres débiteurs divers	639	476
Comptes de régularisation actif	97	63
Autres actifs	2	2
Valeurs reçues à l'encaissement	312	310
Part des réassureurs dans les provisions techniques	84	105
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	1 588	1 269
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	302	169

Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**9.1 - Banques centrales**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Comptes et emprunts à terme	3 727	3 738
Dettes rattachées	1	
Total Banques centrales	3 728	3 738

La valeur comptable du collatéral présentée à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2022 à 6 627 M€, soit 6 108 M€ en titres de véhicules de titrisation et 519 M€ en créances privées.

Le groupe a accès au programme TLTRO III, et a réalisé trois tirages au cours de l'année 2020 :

- 750M€ à maturité juin 2023
- 500M€ à maturité septembre 2023
- 500M€ à maturité décembre 2023.

Deux nouveaux tirages ont été réalisés au cours de l'année 2021 :

- 750M€ à maturité septembre 2024
- 750M€ à maturité décembre 2024

Le taux d'intérêt maximum applicable à ces financements est calculé sur la base de la moyenne du taux des opérations principales de refinancement «MRO» (Main Refinancing Operations) de la Banque Centrale Européenne, actuellement à 0 %, moins une marge de 0,50 %. Ce taux est bonifié selon des critères de croissance d'octroi de crédit.

Le Groupe a choisi d'appliquer IFRS9 aux tirages effectués sur le programme TLTRO III, en considérant que le taux fixé par le BCE est un taux de marché. En effet, il s'applique de la même manière à l'ensemble des banques bénéficiant du programme et la BCE peut modifier de manière unilatérale le taux du MRO à tout moment.

Le taux d'intérêt effectif des tirages prend en compte l'atteinte par le groupe des objectifs d'octroi de crédit fixés pour la période de référence se terminant au mois de mars 2021. L'atteinte de ces objectifs a été confirmée par la BCE au mois de septembre 2021.

Compte tenu de ses anticipations initiales, le Groupe n'avait pas intégré dans ses estimations l'atteinte des objectifs d'octroi de crédit sur la période spéciale de référence additionnelle. De ce fait, les modifications des conditions de taux décrites dans la décision 2021/124 de la BCE du 29 janvier 2021 n'ont pas eu d'impact sur les flux futurs estimés de la dette et ont donc été sans effet sur la comptabilisation des tirages.

Le Groupe a reçu le 10 juin la confirmation que les objectifs d'octroi de crédit concernant la période spéciale de référence additionnelle (octobre 2020 – décembre 2021) est atteint et percevra en conséquence une bonification sur la période spéciale de taux d'intérêts correspondante (juin 2021 – juin 2022). En application des dispositions actuelles d'IFRS9, cette bonification de taux a donné lieu à un ajustement de la valeur des lignes de dettes liées au TLTRO de 14 millions d'euros.

Programme TFSME

Le Groupe a également pu bénéficier du programme TFSME émis par la Banque d'Angleterre en 2020 et a pu effectuer en 2021 des tirages cumulés de 409.3mGBP avec une maturité en septembre et en octobre 2025.

Le taux d'intérêt applicable est calculé sur la base du taux de base de la Banque d'Angleterre (1.25% au 30 juin 2022) plus une marge de 0.25%.

Le Groupe a appliqué IFRS9 à ces financements, en considérant ce taux ajustable comme un taux de marché applicable à toutes les banques bénéficiant du programme TFSME.

9.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Dettes à vue envers les établissements de crédit	559	260
Comptes ordinaires créditeurs	16	16
Emprunts au jour le jour	14	
Autres sommes dues	529	244
Dettes à terme envers les établissements de crédit	1 761	1 737
Comptes et emprunts à terme	1 677	1 669
Dettes rattachées	84	68
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 320	1 997

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

9.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Comptes créditeurs de la clientèle	22 425	21 928
Comptes ordinaires créditeurs	242	202
Comptes créditeurs à terme	704	723
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires	16 566	15 715
Dépôts à terme de la clientèle	4 913	5 288
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	172	102
Autres sommes dues à la clientèle	75	65
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	68	21
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	8	8
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	21	8
Total des dettes envers la clientèle (*)	22 597	22 030
(*) Dont entreprises liées	759	740

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 700 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Group.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni, en mars 2019 au Brésil, et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. Le Groupe a déployé en juillet 2021 son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

La collecte de dépôts a progressé de 489 millions d'euros (dont 851 millions d'euros de dépôts à vue et -362 millions d'euros de dépôts à terme) au 1er semestre 2022, pour atteindre 21 508 millions d'euros (dont 16 574 millions d'euros de dépôts à vue et 4 934 millions d'euros de dépôts à terme), classés en autres dettes porteuses d'intérêts.

9.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Titres de créances négociables (1)	1 125	1 063
Certificats de dépôt	933	1 050
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	170	
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	22	13
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 710	3 097
Autres dettes représentées par un titre	3 709	3 095
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	2
Emprunts obligataires et assimilés	12 285	13 811
Emprunts obligataires	12 156	13 695
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	129	116
Total des dettes représentées par un titre	17 120	17 971

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil S.A., RCI Banque S.A. Succursale Italiana, RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento et Diac S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd), française (Diac S.A.) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

Note 10 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Dettes d'impôts et taxes fiscales	917	827
Passifs d'impôts courants	153	136
Passifs d'impôts différés	742	670
Dettes fiscales hors impôts courants	22	21
Comptes de régularisation et passifs divers	1 863	1 916
Dettes sociales	55	61
Autres créiteurs divers	913	857
Dettes sur actifs loués	62	58
Comptes de régularisation passif	553	569
Dettes rattachées sur autres créiteurs divers	261	366
Comptes d'encaissement	19	5
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	2 780	2 743
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>136</i>	<i>212</i>

Le poste autres créiteurs divers, intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. De plus, les autres créiteurs divers et les dettes rattachées sur créiteurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

Note 11 : Provisions

En millions d'euros	12/2021	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2022
			Utilis ées	Non Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	476	153	(21)	(130)	(2)	476
Provisions sur engagement par signature	8	5		(4)	(1)	8
Provisions pour risques de litiges	6	1		(1)	1	7
Provisions techniques des contrats d'assurance	436	142	(20)	(126)	(1)	431
Autres provisions	26	5	(1)	1	(1)	30
Provisions sur opérations non bancaires	122	24	(9)	(1)	10	146
Provisions pour engagements de retraite et ass.	51	2	(2)		(16)	35
Provisions pour restructurations	15	18	(6)			27
Provisions pour risques fiscaux et litiges	53	1		(1)	25	78
Autres provisions	3	3	(1)		1	6
Total des provisions	598	177	(30)	(131)	8	622

(*) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(**) *Provisions sur engagement de signature* = Concernent essentiellement des engagements de financement

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 431 M€ à fin juin 2022.

Les autres variations sur la provision pour risques fiscaux et litiges sont expliqués principalement par le reclassement bilantiel de la provision Pis & Cofin de Brésil en juin 2022, à l'origine classée en « Autres créiteurs divers ».

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Les provisions pour risques de litiges concernent les frais des dossiers facturés aux sociétés commerciales.

Note 12 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2021	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2022
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	1 052	223	(106)	(78)	20	1 111
Opérations avec la clientèle	1 052	223	(106)	(78)	20	1 111
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>313</i>	<i>77</i>	<i>(25)</i>	<i>(33)</i>	<i>5</i>	<i>337</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>170</i>	<i>45</i>	<i>(27)</i>	<i>(18)</i>	<i>3</i>	<i>173</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>569</i>	<i>101</i>	<i>(54)</i>	<i>(27)</i>	<i>12</i>	<i>601</i>
Provisions sur opérations non bancaires	3			(1)		2
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	3			(1)		2
Provisions sur opérations bancaires	14	6		(5)		15
Provisions sur engagement par signature	8	5		(4)	(1)	8
Provisions pour risques de litiges	6	1		(1)	1	7
Total couverture des risques de contreparties	1 069	229	(106)	(84)	20	1 128

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

Note 13 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Dettes évaluées au coût amorti	866	876
Titres subordonnés	856	856
Dettes rattachées sur titres subordonnés	10	20
Dettes évaluées à la juste valeur	14	17
Titres participatifs	14	17
Total des dettes subordonnées	880	893

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 14 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2022
Actifs financiers	15 254	13 833	23 220	552	52 859
Caisse et Banques centrales	4 749	13	26		4 788
Instruments dérivés	13	68	178	2	261
Actifs financiers	697	163	121	148	1 129
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 853				1 853
Prêts et créances sur la clientèle	7 942	13 589	22 895	402	44 828
Passifs financiers	19 680	7 327	18 249	1 571	46 827
Banques centrales	1	750	2 977		3 728
Instruments dérivés	8	13	161		182
Dettes envers les établissements de crédit	751	602	967		2 320
Dettes envers la clientèle	17 668	1 644	2 585	700	22 597
Dettes représentées par un titre	1 252	4 309	11 559		17 120
Dettes subordonnées		9		871	880

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2021
Actifs financiers	15 979	14 057	22 671	527	53 234
Caisse et Banques centrales	6 729	15	1		6 745
Instruments dérivés	8	19	120		147
Actifs financiers	375	343	118	138	974
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 294				1 294
Prêts et créances sur la clientèle	7 573	13 680	22 432	389	44 074
Passifs financiers	19 461	5 864	19 027	2 321	46 673
Banques centrales	1		3 737		3 738
Instruments dérivés	14	19	8	3	44
Dettes envers les établissements de crédit	621	567	809		1 997
Dettes envers la clientèle	17 152	1 525	2 653	700	22 030
Dettes représentées par un titre	1 654	3 752	11 820	745	17 971
Dettes subordonnées	19	1		873	893

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et progressivement utilisées par RCI Banque S.A. Le groupe Mobilize Financial Services a également pu bénéficier du programme TFSME émis par la Banque d'Angleterre en 2020.

**Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 30/06/2022	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	52 859	1 081	6 902	44 773	52 756	(103)
Caisse et Banques centrales	4 788		4 788		4 788	
Instruments dérivés	261		261		261	
Actifs financiers	1 129	1 081		48	1 129	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 853		1 853		1 853	
Prêts et créances sur la clientèle	44 828			44 725	44 725	(103)
Passifs financiers	46 827	15	46 234		46 249	578
Banques centrales	3 728		3 729		3 729	(1)
Instruments dérivés	182		182		182	
Dettes envers les établissements de crédit	2 320		2 103		2 103	217
Dettes envers la clientèle	22 597		22 597		22 597	
Dettes représentées par un titre	17 120		16 949		16 949	171
Dettes subordonnées	880	15	674		689	191

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

En millions d'euros - 31/12/2021	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	53 234	936	8 186	43 823	52 945	(289)
Caisse et Banques centrales	6 745		6 745		6 745	
Instruments dérivés	147		147		147	
Actifs financiers	974	936		38	974	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 294		1 294		1 294	
Prêts et créances sur la clientèle	44 074			43 785	43 785	(289)
Passifs financiers	46 673	17	46 734		46 751	(78)
Banques centrales	3 738		3 690		3 690	48
Instruments dérivés	44		44		44	
Dettes envers les établissements de crédit	1 997		2 065		2 065	(68)
Dettes envers la clientèle	22 030		22 030		22 030	
Dettes représentées par un titre	17 971		18 140		18 140	(169)
Dettes subordonnées	893	17	765		782	111

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

• Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

• Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

• Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2022	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 124		1 124	162	698		264
Dérivés	261		261	162			99
Créances de financements Réseau (1)	863		863		698		165
Passifs	182		182	162			20
Dérivés	182		182	162			20

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 526 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 526 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 337 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 173 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2021	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	878		878	26	586		266
Dérivés	147		147	26			121
Créances de financements Réseau (1)	731		731		586		145
Passifs	44		44	26			18
Dérivés	44		44	26			18

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 452 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 452 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 279 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 134 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Note 17 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Engagements de financement	4 508	3 400
Engagements en faveur de la clientèle	4 508	3 400
Engagements de garantie	184	29
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	182	27
Engagements d'ordre de la clientèle	2	2
Engagements sur titres		
Autres titres à livrer		
Autres engagements donnés	104	58
Engagements sur locations mobilières et immobilières	104	58
Total des engagements donnés (*)	4 796	3 487
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>15</i>	<i>2</i>

La ligne « Engagements d'ordre d'établissements de crédit » intègre l'engagement donnée par RCI Banque S.A. à Unicredit afin de couvrir le put sur minoritaire pour un montant de 110 M€ à fin juin 2022.

Note 18 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Engagements de financement	5 057	4 608
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 057	4 608
Engagements de garantie	17 980	17 146
Engagements reçus d'établissements de crédit	174	159
Engagements reçus de la clientèle	6 364	6 150
Engagements de reprise reçus	11 442	10 837
Autres engagements reçus	105	52
Autres engagements reçus	105	52
Total des engagements reçus (*)	23 142	21 806
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5 871</i>	<i>5 726</i>

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 30 juin 2022 de 4 557 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 2 725 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne ou de la Banque d'Angleterre (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Intérêts et produits assimilés	1 386	1 329	2 604
Opérations avec les établissements de crédit	46	15	36
Opérations avec la clientèle	912	920	1 811
Opérations de location financière	356	346	661
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	52	40	74
Intérêts courus et échus des instruments financiers	20	8	22
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(413)	(410)	(838)
Opérations avec la clientèle	(309)	(313)	(639)
Opérations de location financière	(104)	(97)	(199)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	973	919	1 766
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>265</i>	<i>310</i>	<i>575</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Opérations avec les établissements de crédit	(117)	(95)	(194)
Opérations avec la clientèle	(44)	(51)	(94)
Opérations de location financière	(4)	(3)	(8)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(22)	(28)	(43)
Charges sur dettes représentées par un titre	(177)	(122)	(248)
Autres intérêts et charges assimilées	(8)	(5)	(12)
Total des intérêts et charges assimilées	(372)	(304)	(599)

Note 21 : Commissions

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Produits sur commissions	342	316	639
Commissions	10	10	20
Frais de dossiers	7	8	16
Commissions sur activités de services	60	55	111
Commissions de courtage d'assurance	31	26	54
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	125	117	236
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	74	68	138
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	35	32	64
Charges sur commissions	(148)	(139)	(282)
Commissions	(14)	(14)	(29)
Commissions sur les activités de services	(49)	(42)	(83)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(22)	(17)	(35)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(50)	(46)	(98)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(13)	(20)	(37)
Total des commissions nettes (*)	194	177	357
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	5	5	9

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 22 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Autres produits d'exploitation bancaire	490	536	1 072
Produits des activités d'assurance	210	204	415
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	131	182	363
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	21	41	106
Opérations de location opérationnelle	140	133	267
Autres produits d'exploitation bancaire	9	17	27
dont reprise de provisions pour risques bancaires	2	9	12
Autres charges d'exploitation bancaire	(336)	(391)	(776)
Coûts des activités d'assurance	(56)	(55)	(113)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(114)	(169)	(317)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(30)	(47)	(114)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(47)	(42)	(98)
Opérations de location opérationnelle	(104)	(97)	(201)
Autres charges d'exploitation bancaire	(15)	(28)	(47)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(5)	(5)	(10)
Autres produits et charges d'exploitation		1	
Autres produits d'exploitation	4	10	19
Autres charges d'exploitation	(4)	(9)	(19)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	154	146	296

(*) Dont entreprises liées

2

(3)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Note 23 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Frais de personnel	(182)	(147)	(305)
Rémunération du personnel	(114)	(96)	(206)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(9)	(9)	(19)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies			6
Autres charges sociales	(36)	(35)	(72)
Autres charges de personnel	(23)	(7)	(14)
Autres frais administratifs	(153)	(153)	(251)
Impôts et taxes hors IS	(43)	(44)	(48)
Loyers	(4)	(4)	(9)
Autres frais administratifs	(106)	(105)	(194)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(335)	(300)	(556)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>		<i>(1)</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel pour un montant de 18 millions d'euros au 30 juin 2022 contre une charge de 4 millions d'euros au 30 juin 2021.

Note 24 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Coût du risque sur financement clientèle	(108)	(59)	(98)
Dotations pour dépréciation	(179)	(276)	(448)
Reprises de dépréciation	134	279	465
Pertes sur créances irrécouvrables	(77)	(79)	(145)
Récupérations sur créances amorties	14	17	30
Coût du risque sur financement des Réseaux	6	22	37
Dotations pour dépréciation	(20)	(20)	(28)
Reprises de dépréciation	26	42	67
Pertes sur créances irrécouvrables			(2)
Coût du risque sur autres activités	(3)	1	(1)
Variation des dépréciations des autres créances		1	
Autres corrections de valeurs	(3)		(1)
Total du coût du risque (*)	(105)	(36)	(62)

(*) Dont entreprises liées

1

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Le coût du risque sur financement clientèle augmente de 49 M€ principalement lié à la mise à jour des paramètres de pertes en cas de défaut (Loss Given Default - LGD) IFRS9 sur l'entité France et Brésil. Comme indiqué en point 2 (fait marquant – Cout du risque), les LGD de juin 2021 pour ces deux entités prenaient en compte des performances de recouvrement exceptionnelles post-covid alors que les LGD de juin 2022 ont été calculées sur des performances de recouvrement sans élément exceptionnel.

Sur l'activité clientèle, les mouvements intervenus au 1er semestre 2022 sont:

- Une augmentation de provision de 35 M€ sur les encours non performants
- Une augmentation de provision de 7 M€ sur les encours performants

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une reprise de provision de 6 M€ dont 4 M€ sur les encours non performants liée à la baisse des portefeuilles douteux en Pologne et Italie.

Note 25 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Impôts exigibles	(111)	(103)	(266)
Impôts courants sur les bénéfices	(111)	(103)	(266)
Impôts différés	(11)	(35)	(62)
Impôts différés	(11)	(35)	(62)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(122)	(138)	(328)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 26,70% au 30 juin 2022 contre 23,02% au 30 juin 2021 et 27,44% au 31 décembre 2021.

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -1,9 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Note 26 : Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture.